

# cérisées

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 152 – VENDREDI 21 SEPTEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Pourquoi *l'Huma* a-t-elle été se fourrester dans ce guépier ?

## AGENDA MILITANT

→ 29 septembre

Grigny (69) [2<sup>e</sup> Forum national de la désobéissance](#)

→ 30 septembre

Paris [Manifestation nationale contre l'austérité et le TGSE](#)



À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Débat**

[Social et politique](#), P. Khalfa, P. Zarka

→ **Appropriation sociale**

[Une étape de réflexion](#), R. Briot, P. Zarka

→ **Initiatives**

[Appel de féministes contre le traité européen](#)

## Un traité sans importance

On aurait pu imaginer un âpre débat, et même un rude combat. La France s'apprête en effet à ratifier un traité qui la prive d'une partie de ses prérogatives économiques et budgétaires. Et, pour la première fois dans son histoire, du moins en temps de paix, elle envisage de se soumettre à une autorité administrative extérieure qui aura le pouvoir de la sanctionner. Ce qui n'est pas rien.

Mais il n'y a pas d'âpre débat. Et s'il y a un combat, c'est en quelque sorte une guerre asymétrique. D'un côté, une gauche antilibérale rassemblée principalement sous la bannière du Front de gauche, mais aussi des syndicats, des associations, qui analysent le texte, soulignent la gravité de l'enjeu, demandent un référendum, appellent à manifester ; de l'autre, un ventre mou.

Un président de la République qui, en trente minutes d'intervention télévisée, ne dit pas un mot du traité, deux ministres qui militent pour l'abstention, des dirigeants socialistes qui suggèrent que tout ça n'a pas grande importance, et qu'au fond, ce pacte budgétaire ne changera pas grand chose. Pas de quoi en faire une histoire ! Elisabeth Guigou, ancienne ministre de Lionel Jospin, avoue même qu'elle « n'aime pas ce traité » et qu'on aurait dû « se mettre en situation de l'éviter ». Moyennant quoi, elle va le voter. On n'imagine guère plaider moins ardent... Dans un autre registre, le ministre délégué aux Affaires européennes et la conseillère économique de François Hollande font valoir qu'un rejet affaiblirait la position de Président français. Pitié pour François Hollande ! Laissons croire à Angela Merkel qu'il maîtrise la situation.

De la résignation, et des arguments de basse politique, mais rien sur le texte lui-même. Les défenseurs du traité ne sont pas fiers. Ils prient en chœur pour que l'affaire se fasse dans l'indifférence générale. Comme si l'adoption du cadre budgétaire qui risque pour longtemps de structurer la vie de nos concitoyens et de limiter toute politique sociale, était une chose anodine.

En soi, cette tactique de la honte est un problème démocratique. C'est une bonne raison de manifester le 30 septembre. Il faut imposer un débat auquel le gouvernement se dérobe.



● **Denis Sieffert**, Directeur de *Politis*

# Banalisation de la xénophobie ou solidarité et égalité ?

**Évacuations de camps  
et expulsions de Roms,  
affichage sécuritaire  
du ministre de l'Intérieur jettent  
une lumière crue sur la continuité  
d'une politique qu'une majorité  
de Français ont rejetée.  
La mobilisation s'amplifie.  
Cerises entend y contribuer.**



Expulsion à Hellemmes/Villeneuve d'Ascq - 8 août 2012

**A** qui n'a pas la mémoire trop courte de l'Histoire, la "rafle" de Roms en août 2010, en Seine-Saint-Denis, et leur transport en tramway rappelaient la période vichyste et illustraient concrètement la signification des discours de Grenoble de Sarkozy et les propos de Claude Guéant. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de France, le 4 septembre : avec ou sans papiers, affiliées ou non à des associations, des syndicats, des formations politiques. Cette mobilisation ne faisait qu'anticiper celles des revendications et résistances à Sarkozy et consorts, d'enseignants, puis d'opposants à la contre-réforme des retraites. Un automne chaud qui mettait en évidence les liens entre discriminations, dominations - celles qu'évoque R. Martelli dans ce même numéro de *Cerises* -, dans une société, un système où une infime minorité s'arqueboute sur ses profits, ses pouvoirs et veut détourner

la réflexion et le mécontentement vers des boucs émissaires.

**Nous n'avons  
pas chassé Sarkozy  
pour accepter  
aujourd'hui la  
« banalisation  
de la xénophobie  
et du racisme  
par l'État français,  
au mépris des leçons  
du passé  
et des menaces  
qui pèsent sur l'avenir ».**

Nous n'avons pas chassé Sarkozy pour accepter aujourd'hui la « banalisation de la xénophobie et du racisme par l'État français, au mépris des leçons du passé

et des menaces qui pèsent sur l'avenir », comme il est écrit dans la pétition que *Cerises* invite à signer et faire signer.

L'été est propice aux coups-fourrés : après l'hiver sarkozien puis l'annonce d'un printemps qui se prétend de justice, RESF (1) s'interroge avec raison à propos du ministre de l'Intérieur : « Manuel Valls chausse les pantouffles de Claude Guéant ? » Fin août, le Syndicat de la magistrature pour sa part souligne combien la loi et les règles sont bafouées (2) : « Les brigades du "Tigre" Manuel Valls – comme le surnomme désormais *Le Monde* – ont encore frappé lundi 27 août au petit matin en expulsant 72 personnes d'un campement de Roms installé depuis plus de quatre mois sur la commune d'Evry : intervention précipitée puisque le juge des référés, saisi par le propriétaire des lieux, devait se prononcer sur la demande d'expulsion le lendemain; (...) ●●●

(1) 26 juin 2012 <http://fontenay-diversite.over-blog.com/article-manuel-valls-chausse-les-pantouffles-de-claude-gueant-107325173.html>

(2) 28/09/2012 <http://www.syndicat-magistrature.org/Evacuation-d-un-campement-de-Roms.html>

●●● Cette évacuation s'inscrit dans une série d'opérations de police menées depuis le début de l'été, à la demande du ministre de l'Intérieur, partisan d'une politique dite de "fermeté" ayant conduit à l'évacuation-destruction de nombreux campements et à l'expulsion hors de notre territoire de plusieurs dizaines de Roms, sur fond de stigmatisation – chiffres farfelus à l'appui (ceux-là même que brandissait Brice Hortefeux en son temps) – de la "délinquance roumain" (la police tiendrait-elle donc des "statistiques ethniques" ?).

Une fois de plus, c'est "l'étranger", "l'autre", qui est visé. En s'en prenant en particulier aux Roms venus de Roumanie, M. Valls généralise à tous les migrants et se défausse sur d'autres États : « Nous ne pouvons pas nous permettre d'accueillir toutes ces populations qui sont souvent des damnés de la Terre, qui sont pourchassées dans leur pays, qui sont discriminées. » En appuyant, en France, des pratiques similaires à celles qu'il prétend dénoncer ailleurs, il attise les relents xénophobes qui ont frappé des populations successives, y compris les Roms vivant en France depuis longtemps, et conforte certains maires dans leurs actions discriminatoires, en particulier en matière de scolarisation. Et, méthode éprouvée de ses prédécesseurs, le gouvernement, en la personne de son ministre de l'Intérieur et du ministre délégué chargé des Affaires étrangères, signe avec la Roumanie un protocole incluant l'accueil en France de policiers roumains et l'aide aux préfectures roumaines (3). Est-ce aussi ce que le gouvernement veut favoriser au niveau de l'UE, quand Manuel Valls déclare que « L'essentiel de la solution se trouve au niveau européen » (4) ? L'UE, dont la Commission européenne a certes placé la France sous surveillance le 10 août, n'agit pas ou peu pour lutter contre

les discriminations au séjour, à l'emploi, au logement qui sont la règle. Une raison de plus, pour nous, de lier la lutte contre la discrimination des Roms en France et la bataille pour une autre Europe solidaire, sociale, démocratique.

Sans doute quelques améliorations sont-elles intervenues, en France, comme la suppression de la taxe de 700 € qu'un employeur potentiel devait verser jusqu'à présent à l'OFPPA, et l'élargissement de la liste discriminatoire des 150 métiers "autorisés" aux Roms pour lesquels demeure néanmoins l'autorisation préalable de travailler. Mais les pratiques de Manuel Valls, de son ministère, des préfectures, au lendemain même de la signature par 6 ministres dont Cécile Duflot et lui-même d'une circulaire consignait ces "petits plus", montrent la fragilité des améliorations arrachées.

**Nous voulons assumer les brassages, nous enrichir des rencontres du monde d'aujourd'hui, construire une société où toutes et tous, passagers ou sédentaires, aient les mêmes droits, les mêmes accès aux biens communs.**

D'ailleurs, dans son dernier discours, le 19 septembre, Manuel Valls souligne qu'il s'inscrit dans la "priorité présidentielle" d'une politique sécuritaire dont il explique ainsi la "méthode" : « Le Maréchal FOCH, dont cet amphithéâtre porte le nom, est le symbole d'une mobilisation tenace et sans relâche qui permit la victoire. Il menait une guerre. Nous livrons une toute autre bataille. . » (5) Et d'évoquer aussi Clémenceau... Sus à l'ennemi !



Revue disponible au format numérique

Mais nous voulons, nous, mener une toute autre "bataille", avec celles et ceux qui, après avoir rejeté la politique de Sarkozy, ne baissent pas les bras.

Nous ne voulons pas d'une "gestion des flux migratoires", comme ont voulu la mener les gouvernements précédents. Nous ne voulons pas que soient traités comme autant de "populations à risques" celles et ceux qui viennent en France dans l'espoir d'un mieux vivre ou dont les modes de vie et de culture sont prétextes à rejet. Nous voulons assumer les brassages et nous enrichir des rencontres du monde d'aujourd'hui, nous voulons construire une société où toutes et tous, sur les chemins de la migration et du voyage, passagers ou sédentaires, Français et résidents, aient les mêmes droits, les mêmes accès aux mêmes biens communs.

Nous voulons que toutes et tous puissent être acteurs à égalité de leur vie, de leur travail, de leur activité.



● Michèle Kiintz

(3) 12-13 septembre 2012 - Site France Diplomatie du gouvernement

(4) Site de Tf1 news 13/09/2012

(5) Discours cadre sur la sécurité, prononcé à l'École militaire le 19/9/2012.

Site du ministère de l'Intérieur

# Roms : La commune humanité bafouée

## Pétition initiée par 105 personnalités

Le nouveau gouvernement a choisi la continuité avec l'ancien : la politique d'expulsion des camps de "Roms étrangers" continue de plus belle. Aux mêmes motifs. Avec à peu près les mêmes mots, les mêmes images. Avec les mêmes pré-supposés et les mêmes conséquences. À commencer par l'ethnisation de familles issues de lieux et d'histoires multiples, qui ne se reconnaissent pas nécessairement de destin commun, sauf celui auquel on les assigne : le cercle vicieux de la misère et de l'exclusion.

Cela, nous ne voulons, nous ne pouvons pas l'accepter. Il y a deux ans, il importait déjà de se dresser en opposition à la politique de stigmatisation et de persécution menée sous la houlette de Nicolas Sarkozy, dans l'esprit du discours de Grenoble, contre les Roms et les gens du voyage. C'est avec la même détermination que nous nous élevons aujourd'hui contre la politique menée aux dépens des Roms sous la responsabilité du président de la République et de son premier ministre par leur ministre de l'Intérieur.

Manuel Valls renoue en effet avec une rhétorique qui avait mené un de ses prédécesseurs à la présidence de la République, et la République au bord de l'abîme. Or combien sont-ils, ceux qu'on veut expulser? 12 000 ? 15 000 tout au plus ? Sont-ils à ce point une menace pour l'ordre public qu'il faille impitoyablement les déloger sans solution de rechange ?

Si les nouveaux responsables invoquent autant la sécurité que les anciens, ils revendiquent (à l'instar de François Hollande pendant la campagne) un juste milieu entre « fermeté » et « humanité ». Mais qui peut croire que c'est pour leur bien qu'on détruit le lieu de vie de ces migrants ? En tout cas, pas les premiers intéressés. Car ils l'ont vite compris : si l'on se souciait tant de leur bien être, on ne les abandonnerait pas ensuite

## Journée banale, "normale" en Essonne

Extrait d'une brève de Serge Guichard, animateur de l'association de solidarité en Essonne aux familles Roumaines, Roms. 17/09/2012



« Cette fin d'après-midi, nous avons été occupés par ... Une quinzaine de cars de CRS

ont bloqué toute entrée et sortie du bidonville de Moulin Galant situé sur un terrain appartenant au Conseil général de l'Essonne sur les communes de Villabé ( PS ) et Ormoy (UMP)

Aucun membre d'ASEFRR n'a été "autorisé" à entrer dans le bidonville !

Pour mémoire nous avons eu jeudi dernier la réunion dite de "concertation" en préfecture...

Il est vrai qu'à un moment le président du CG, J Guedj, a dit qu'il fallait "envisager d'appliquer la circulaire sur ce bidonville".

Pourtant... aucun jugement n'a été rendu pour ce bidonville.

Et...

À Villebon, une présence constante de la gendarmerie à l'entrée du bidonville engendre de la peur... D'autant que cette présence n'a pas empêché que des pneus de camionnettes des amis

Roms soient crevés la nuit passée.

En fin d'après-midi, nous avons interpellé les gendarmes présents. Nous avons eu comme réponse... : "s'ils viennent porter plainte, ils se retrouveront au CRA".

Quant au maire, il dit "tolérer" leur présence, mais il fait tout pour les empêcher de travailler. Déjà plusieurs familles n'ont plus un sou...

Ce maire "gentil" a expliqué aux familles qu'il ne pouvait pas accueillir les enfants à l'école... »

S. Guichard fournit la copie de PV mis à des amis Roms au sujet de leurs vélos et précise :

« Celui de **180 euros** PV a été dressé pour : «pneumatique - Freins X2 - feu x2 - catadioptré - déflecteur ».

Les deux PV de **100 euros** l'ont été pour : «plaque d'identification - feux avant/arrière - catadioptré avant/arrière, réflecteur remorque - feu remorque ; catadioptré remorque» pour un et l'autre : «plaque d'identification, réflecteur avant, frein avant, catadioptré avant, catadioptré arrière, réflecteur remorque, feu remorque; catadioptré remorque.» »

à leur sort, en oubliant de les reloger. Ils ne font qu'aller un peu plus loin. S'ils parviennent à se cacher, c'est au risque d'être encore plus abandonnés à eux-mêmes et privés des droits sociaux les plus élémentaires. Déplacer ainsi les gens, c'est bien sûr redoubler leur précarité, et faire obstacle à la scolarisation de leurs enfants.

Certes, Jean-Marc Ayrault préconise la concertation. Mais sur le terrain

(faut-il s'en étonner ?), ces engagements ne sont pas respectés. Des centaines de familles se retrouvent dans des situations inextricables. À Lyon comme à Lille ou à Marseille ou en région parisienne, le travail des associations de bénévoles a été ruiné en quelques heures. En Essonne, plusieurs expulsions de bidonvilles ont eu lieu sur arrêtés municipaux, sans solution de relogement réel. Dans de nombreux départements, trop de communes tentent de ne pas scolariser les enfants Roms. ●●●



●●● La majorité gouvernementale croit-elle donc qu'en agitant les peurs sécuritaires, elle échappera au reproche de « laxisme » ? C'est tout le contraire : dans ce domaine, elle n'ira jamais assez loin. La droite, en attendant peut-être l'extrême-droite, fera toujours mieux, c'est-à-dire pire. La gauche gouvernementale le paiera donc cher, y compris dans les urnes. En tout cas, les sondages suggèrent déjà qu'elle n'y gagne rien – pas plus qu'hier la droite au pouvoir. Seul le Front national pourra récolter les fruits de cette politique.

En outre, les concessions au populisme identitaire et sécuritaire ne feront pas avancer le pays dans sa mobilisation citoyenne face à la dictature des marchés et aux destructions d'emploi, bien au contraire. S'en prendre aux Roms ne suffira donc nullement à gagner les suffrages populaires. Cela ne peut que diviser, affaiblir là où il faut rassembler, agir. Singer la droite ? C'est décidément un mauvais calcul.

Il ne suffira pas davantage de renvoyer cette réalité migratoire à son origine – en l'occurrence la Roumanie, ainsi que la Bulgarie. Comme dans de nombreux pays de l'Europe de l'Est, la violence ordinaire vis-à-vis des « Tsiganes » se poursuit et risque de s'intensifier à mesure que la situation économique se dégrade. En même temps, la légitimation par l'État français de leur caractère indésirable ne peut que renforcer ce racisme.

Surtout, plutôt que de faire peser cette migration sur les gouvernements nationaux d'origine, comme l'a fait le ministre de l'Intérieur, il faut faire valoir une responsabilité de l'Union au lieu de mettre en péril l'idéal européen en la réduisant aux politiques néolibérales sans même la caution des droits de l'homme. Bref, il faut que Viviane Reding, commissaire européenne aux Droits fondamentaux, parle haut et fort comme en 2010, et non qu'elle soit réduite au silence face à l'État français.

Nous ne ressentons pas moins d'indignation qu'alors ; en revanche, notre colère est plus grande. Pourquoi changer de Président, sinon pour changer



### Les richesses de l'autre

« Des êtres dont l'existence entière est imprégnée de sens poétique, qui incarnent le goût de la liberté et du rêve, de la beauté du geste, de la musique et de la danse, de la transmission, de la gratuité des échanges. Des êtres qui incarnent des valeurs essentielles dont un système brutal et acéphale cherche par tous les moyens à nous priver. Ces valeurs qui sont la condition de notre survie en tant qu'humains. »

● **Nicolas Roméas**, 06/01/2011, Éditorial de *Cassandra*

### Nous ne sommes pas un problème mais une force de proposition

« Les quelques 15 000 Roms roumains et bulgares en situation de précarité ont un potentiel qui a été trop longtemps négligé, comme le prouvent les deux dernières lauréates du prix "meilleur apprenti de France" ». Dans un autre registre, un projet alternatif de relogement en auto-construction est

de politique ? Or plus ça change, plus c'est la même chose : les Roms sont encore et toujours pris pour boucs émissaires. Au lieu de jouer à son tour sur les peurs et les ressentiments, ce gouvernement aurait pu faire le pari des valeurs démocratiques : la liberté et l'égalité, pour les Roms aussi. Nous en sommes loin. Après l'éviction de la droite éhontée, on assiste à l'avènement d'une gauche honteuse.

Aujourd'hui, nous voulons donc interpellier la majorité gouvernementale : Rien ne vous oblige à ce choix. Il est contraire aux principes que vous

en cours à Saint-Denis, associant la ville, des architectes, des associations et surtout les habitants roms eux-mêmes. Considérer ces Roms comme acteurs de leur intégration, en mettant à profit et en développant leurs compétences est à la fois un gage de réussite et une source d'économies. L'accès au droit commun et à la citoyenneté pour cette population relève de la justice et du bon sens. »

● **La voix des Roms / Roms acteurs et debout**, 18/08/2012  
<http://la-voix-des-roms.agence-presse.net/2012/08/>

### Précurseurs d'une Europe des peuples ?

« Le traitement auquel ils sont soumis par les États européens tient aussi, à mon avis, à ce qu'ils constituent une nation "sans État", critique en acte de la "forme-État" en tant que telle. Leur reconnaissance en tant que « nation » européenne (sûrement la plus "européenne" qui soit en Europe) et leur admission ès-qualité au Conseil de l'Europe et au Parlement européen subvertirait les institutions européennes en transformant, de fait, cette "Union d'États" en une "Union de peuples", ce qui serait une évolution qualitative riche de potentialités quant au dépassement de la "forme-État" telle que nous la connaissons aujourd'hui et dont les "nations territorialisées" sont le produit.. »

● **Fred Bouviolle**, 08/09/2012

revendiquez ; pour autant, il n'est pas davantage dans vos intérêts. Votre responsabilité n'en est que plus grande. Nous vous tenons donc comptables aujourd'hui, comme l'histoire vous tiendra comptables demain, de cette banalisation de la xénophobie et du racisme par l'État français, au mépris des leçons du passé et des menaces qui pèsent sur l'avenir.

### Pour signer

<http://www.labandepassante.org/petition/>

● Dossier établi par **Michèle Kiintz**

## Du rabâchage à la création !

La Fête de l'Humanité est un moment immense de rencontres, de joies et d'intelligences. On y trouve un monde en miniature, un village pluriel et en paix.

J'éprouve à présent un plaisir immense à m'y taire. Je sais que certains ne me croiront pas. J'ai eu durant des années la joie communicative de l'action par la parole. J'intervenais à chaque débat, espérant faire bouger les lignes. Bien sûr je ne suis pas devenu autiste, mais enfin quelle nécessité que l'écoute !

Les mots sont des échos profonds des mouvements du monde. Longtemps rabâchés, répétés en formules et en grappes, les mots sonnent souvent creux dans la bouche de nos «dirigeants» syndicaux ou politiques. Je ne sais d'où vient cette impression que ça n'imprime pas. Il y a sans doute la grande spécialisation technique de certains élus. Comment parler de la métropolisation et de l'intercommunalité sans multiplier les sigles et les références techniques ? Il y a aussi une tradition de la forme. Chaque phrase, chaque intervention doit se finir en apothéose par des applaudissements. Il y a aussi sans doute ce fond qui remonte à la surface. Les débats sur la culture "trustés" par une poignée de spécialistes qui confondent souvent revendication professionnelle et vision politique. Cette longue tradition dans le secteur culturel d'en appeler à une "loi d'orientation" ». Ah le Parlement, ah l'État !!! Forcément les mots pour mobiliser autour d'un texte de loi sont rapidement vides ou techniques.

Il y a surtout un rapport à la création et à la parole amputée. Le dirigeant, l' élu, l'intellectuel doivent porter une parole exemplaire, rassembleuse et d'excellence. Chaque mot est pesé et s'inscrit dans un temps long. Société du rationnel, l'Occident ne permet pas de failles, de fragilités. On ne parle pas de soi.

Pépito Matteo dit souvent : « *Un conteur doit mettre ses tripes en jeu.* » L'image est un peu forte et il ne s'agit pas de partager à chaque prise de parole une psychanalyse de comptoir. Ce que dit Pépito, c'est que pour toucher, il faut être touché.

C'est ici que la forme rejoint le fond. J'ai eu la chance d'assister à une partie de la rencontre au stand de la FASE entre le philosophe Jean-Louis Sagot-Duvauroux et l'élue locale d'Aubagne Magali Giovannangeli. C'était un très beau moment simple et optimiste. Ils co-signent un ouvrage autour de la mise en place de la gratuité dans les transports dans l'agglomération d'Aubagne (*Voyageurs sans ticket* », Éd. Au diable vauvert). C'est une utopie en actes. C'est beau et complexe. On sent que ça frotte,

que l'idée ne crée pas d'elle même l'unanimité mais de la politique. Qu'il faut parler, parler, parler : avec les chauffeurs, les commerçants, les jeunes et les vieux... L'idée a transformé le réel, le rapport au territoire, à la distance, à l'autre. Magali ne parle pas d'orientation de congrès, de formules combattantes et conquérantes. Nous sommes loin ici de tout vocabulaire guerrier. Et pourtant, un espace de liberté et d'émancipation est créé. La politi-

que par le local, c'est la politique à échelle humaine. Le territoire est à portée de compréhension et, comble de la réussite, il amène au monde. Le seul modèle qu'apportent Aubagne et ses élus, dans cette complexité du réel, c'est l'idée simple que l'on peut le transformer.

La parole et les mots ici résonnent. Il y a comme un récit retrouvé, un anti-story-telling, une fable humaine qui assume sa fragilité et sa force joyeuse, optimiste. Je vais continuer à me taire dans les débats. Je suis allé à la fête et j'ai trouvé de l'humanité.

● Laurent Eyraud-Chaume



# Le sens de l'égalité

## le sens de la rupture

**B**onne nouvelle : l'égalité est de retour. Bernard Stiglitz nous presse de mesurer *Le prix de l'inégalité*. Pierre Rosanvallon va plus loin en nous proposant l'objectif de *La société des égaux*. Il nous dit aujourd'hui plusieurs choses : que l'inégalité est un poison de nos sociétés, que la gauche ne vaut que si elle est le parti de l'égalité, qu'elle se perd quand elle se met à penser que l'inégalité est inéluctable, qu'il faut donc reprendre le flambeau de l'égalité et même qu'il faut, pour cela, la porter vers l'horizon de la société sans classes. Il ajoute que reprendre le flambeau n'est pas répéter le passé ; il faut à la fois continuer et transformer, remettre l'égalité sur le métier mais en modifier la conception. Par exemple, la gauche a pu succomber à la tentation de confondre l'identité et la similitude : tous égaux, donc tous pareils. Or, nous dit-il, l'égalité doit être celle des singularités ; le commun n'est pas l'unique ; l'universel doit inclure le particulier et non pas le contredire. D'accord avec tout cela.

Bravo ; ou plutôt : banco ! Mais si nous relevons le défi de l'égalité, il nous faut cheminer le plus loin possible dans sa réalisation. C'est dans ce prolongement que je m'inscris. Mon point de départ est simple : l'inégalité n'est pas un statut mais un rapport social. Elle n'est pas un dysfonctionnement mais un système, une dimension cardinale d'une société d'inégalité. Or qu'y a-t-il au cœur d'une telle société ? La dépossession : le travailleur est dépossédé de son travail, le citoyen de ses pouvoirs, le créateur de son œuvre, le discriminé de sa dignité singulière. C'est parce qu'il y a possession pour quelques-uns et dépossession pour le plus grand nombre qu'il y a inégalité.

Voici donc mes questions, qui se relient :

1. L'inégalité n'existe pas de façon isolée ; elle est une galaxie d'inégalités. Elle est, la plupart du temps et indissociable-

ment, inégalité dans la distribution des avoirs, des savoirs et des pouvoirs. La lutte contre une inégalité séparément peut tourner court, manquer de mordant. Les mesures ponctuelles, y compris de correction par redistribution, gagnent donc à s'insérer dans une vision globale, à la fois économique, sociale, culturelle, politique. Autrement dit, pas d'avancée vers l'égalité, même ponctuelle, sans définition d'un projet global : mais lequel, élaboré comment, par qui ?

**L'inégalité  
n'est pas un statut  
mais un rapport social.  
Elle n'est pas  
un dysfonctionnement  
mais un système,  
une dimension cardinale  
d'une société d'inégalité.**

2. L'inégalité n'est pas une donnée, mais une construction. Lutter contre elle, c'est lutter contre ce qui la cause ; sinon, on passe son temps à colmater les brèches, à corriger au lieu d'éradiquer. Or si l'inégalité est le fruit de la dépossession, construire l'égalité revient à s'engager dans un formidable processus de réappropriation. Mais peut-on alors contredire la dépossession, sans redonner du sens à l'appropriation sociale – pas étatique : sociale – contre l'appropriation privée, sans revaloriser la règle contre la liberté présumée du marché, sans réhabiliter la loi face au contrat, sans promouvoir le service public face à la privatisation ? Sans domaine public élargi et renforcé, donc à la fois dé-privatisé et désétatisé, y a-t-il du champ pour une expansion pratique de l'égalité ?

3. Plus généralement, l'appropriation sociale se heurte aujourd'hui aux visées qui sous-tendent les constructions sociales. La dépossession du plus grand nombre est cohérente avec l'accumulation de la marchandise et la maximisation du profit. Or cette méthode, en déchirant la société, est à la fois injuste, déstabilisante et économiquement absurde. Ce qui est cohérent avec l'égalité et la réappropriation, c'est la méthode alternative du développement durable des capacités humaines. Mais alors se repose la vieille question : est-ce qu'on agit dans le système en considérant que ses normes sont globalement indépassables et qu'il faut donc s'en ●●●

●●● accommoder, ou faut-il agir dans le système pour en subvertir les normes et préparer le glissement d'une dominante à une autre ? C'est le vieux dilemme de la réforme et de la révolution. Il ne se pose absolument plus dans les mêmes termes ; ni la réforme ni la révolution ne peuvent plus être ce qu'elles ont été à l'issue d'un XX<sup>e</sup> siècle mouvementé. Mais le dilemme reste le même : si l'on veut l'égalité – c'est le parti pris de la gauche – faut-il s'insérer dans le système pour l'infléchir ou faut-il s'y inscrire pour l'abolir en le dépassant ?

Choisir la seconde voie n'est pas simple ; elle ne doit surtout pas se penser dans la seule distanciation avec la voie de l'adaptation, sociale-démocrate ou socia-

**La gauche de l'égalité ne peut pas être celle de l'adaptation, de l'accommodement au système.**

le-libérale ; elle suppose de la pensée, de la mobilisation et de l'expérimentation alternative. Elle impose de l'innovation, de la cave au

grenier. J'ai toutefois la faiblesse de croire qu'elle reste la seule voie qui vaille humainement la peine.

La gauche de l'égalité, cela se pense et cela se construit. C'est notre tâche. Avec beaucoup de questions, mais une certitude : la gauche de l'égalité ne peut pas être celle de l'adaptation, de l'accommodement au système. Pour retrouver le sens de l'égalité, la gauche tout entière doit retrouver le sens de la rupture. Démocratique, patiente, constructive, mais la rupture. Hors de là, c'est l'enlèvement.



● Roger Martelli

Notes de Roger Martelli, en débat avec Pierre Rosanvallon, à la Fête de l'Humanité.

Joseph E. Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, Les Liens Qui libèrent, 400 p. - 25 €

Pierre Rosanvallon, *La société des égaux*, Le Seuil, 432 p. - 22.80 €



## À Yann Cochin

Yann nous a quittés le 9 septembre dernier, emporté par la maladie contre laquelle il a lutté pendant de nombreux mois.

Nous avons milité ensemble ces quatre dernières années, dans le petit collectif militant de Convergences et alternative : lutte au sein du NPA pour l'unité, avant de le quitter ensemble pour rejoindre le Front de gauche. Mais ces quatre courtes années ne sont qu'une fraction de quarante ans de vie politique et syndicale, de tant de combats, sur tant de fronts, dont tous, ses amis, ses proches, ses camarades, ont témoigné. Et aussi de sa chaleur, de sa gentillesse, de la solidarité qu'il savait montrer, de l'amitié.

Certains camarades l'avaient rencontré il y a déjà longtemps, à la LCR dans les années 1970. Nous avons aussi connu en Yann le militant de la cause des salariés, intransigeant dans la lutte contre l'exploitation, la souffrance au travail, déterminé dans ses engagements au point de mener une grève de la faim en 2009 aux côtés d'un syndicaliste menacé de licenciement. La lutte contre la répression à l'encontre des syndicalistes était pour lui une bataille centrale.

Et ce combat contre l'exploitation, il pensait indispensable de le prolonger sur le terrain politique. De travailler à surmonter les divisions, les sectarismes ou les tentations de l'avant-gardisme, à construire une nouvelle force politique, un nouveau projet d'émancipation. S'attachant toujours à aller plus loin dans le rassemblement, à surmonter les blocages issus de la routine et à faire vivre l'espoir. Il fut ainsi, au sein du Front de gauche, un des initiateurs du "Front des luttes", rassemblant des militants et responsables syndicaux issus de différents horizons.

Il disait récemment « *Ce que j'appelle de mes vœux et que je tente de construire depuis des années ... c'est le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui souhaitent construire une société plus juste qui place l'Humain au centre, le rassemblement de celles et ceux qui ne croient pas que la dictature du marché est inéluctable, que la concurrence entre tou-te-s est le seul horizon possible. En tant que responsable syndical, je constate tous les jours les méfaits de ces politiques qu'on nous dit indépassables ... Le progrès social passera par un combat syndical, mais aussi par des batailles politiques et l'existence d'une alternative forte, ouverte et démocratique* »

Nous avons eu cette chance de partager ces dernières trop courtes années avec lui, injustement écourtées. Yann, on va continuer le combat, sans toi, mais toujours avec toi.

● Stéphanie Treillet

(Convergences et alternative)





**Cerise rouge** . Mardi matin, dans le RER entre Châtelet et le quartier d'affaires de la Défense. Des « sans-quelque chose » font la manche dans les rames. Pour « béqueter » dit l'un, se « laver » dit l'autre. Ne pas donner est moralement usant. Donner est désespérant. Au quatrième gars qui se présente, je file 10 € et un bouquin. Je ne donne pas souvent, mais autant marquer un peu le coup. Pourquoi lui ? Je ne sais pas. Il y a là une forme d'injustice. Jules est plus content pour le livre que pour le billet. Il me propose un café. J'accepte. J'ai dix minutes devant moi : je suis en avance à ma réunion du CAC 40. Mon interlocuteur tient à payer son coup avec le pécule de la veille. La générosité, c'est aussi accepter son invitation. Il me raconte qu'avec les 10 €, il va pouvoir acheter un petit cadeau pour l'anniversaire de sa fille, six ans demain. Nous nous quittons en nous serrant la main. Je jette un œil sur le gratuit laissé sur le comptoir. En pages 1, 2 et 3 : le couple princier britannique porte plainte contre des journaux de bas-niveau pour des photos dénudées. Dans *Le Figaro* qui traîne, Stéphane Bern est hors de lui. « *La princesse a le droit de vivre comme tout le monde.* », vitupère-il. Comme tout le monde... C'est cela, oui.

**Cerise noire**. Vous habitez la Guadeloupe et vous voulez aller à Cuba en bateau ? Accrochez-vous ! En raison de l'embargo américain qui interdit à tout bateau ayant fait escale dans l'île de venir aux États-Unis avant 6 mois, rares sont les croisières dans les Caraïbes passant par Cuba. Heureusement, le colonisateur Christophe Colomb a échappé à la mesure en 1492...

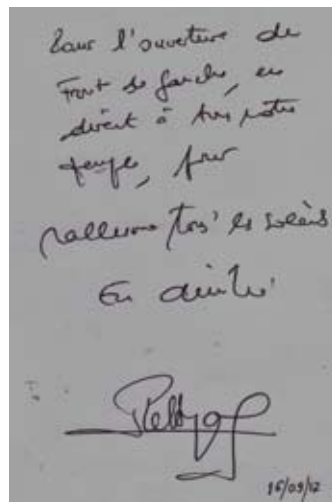
**Cerise croquante**. Le Louvre vient d'ouvrir un département des arts de l'Islam, avec une collection d'œuvres d'Iran, de Syrie, d'Espagne, d'Algérie, de Turquie, d'Inde. C'est qu'il y a islam et Islam. Tout dépend si on parle religion ou civilisation, le fait religieux et musulman n'étant qu'une

part de la civilisation. L'art de l'Islam englobe, lui, l'histoire de peuples non musulmans, comme la Syrie. Allez voir la Pyxide d'al-Mughira. Haute de 16 centimètres, cette boîte cylindrique et suggestive, toute d'ivoire, a été réalisée au XV<sup>e</sup> siècle en Espagne. Sur ses flancs : soixante-neuf figures humaines ou animales. « *Je vous défie de trouver, dans les collections du Louvre de la même époque, un objet présentant autant de figures humaines* », aime à raconter la directrice du nouveau département. De quoi tordre le cou à l'idée, serinée à l'école de la République, selon laquelle la représentation de la figure humaine est interdite dans le monde islamique.

**Cerise rose**. J'ai bien dit : allez voir la Pyxide du Louvre ! Parmi les personnages : d'un côté, deux hommes mordus à la cheville par des chiens ; de l'autre, une joueuse de luth trônant entre deux gars ayant l'air de se détester cordialement. Une scène en écho aux luttes de pouvoir pour la succession du calife. Toute ressemblance avec les vizirs de l'UMP ou du PS est fortuite.

**Cerise mi-figue mi-raisin**. « *5 000 jeunes supplémentaires embauchés en trois ans* », a annoncé la direction de la Poste à cors et à cris. Changement de pied ? Erreur. La Poste a simplement prévu de remplacer 15 000 (et non 10 000 comme initialement prévus) des 30 000 salariés partant à la retraite entre 2012 et 2014. Transformer 15 000 suppressions de postes en 5 000 créations d'emplois passera-t-il comme une lettre à la Poste ?

**Cerise mystère**. Qui a écrit : « *Pour l'ouverture du Front de gauche, en direct à tout notre peuple, pour rallumer tous les soleils. En amitié.* » ?



Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, à dédicacer son livre à la fête du journal.



● Philippe Stierlin

## Apple pie

**The Green new Deal** (*La nouvelle donne verte*)

Elles s'appellent Jean Stein (prononcer Djinn) et Cheri Honkala. Elles se présentent dans une quarantaine d'États. Elles flirtent ces temps-ci avec les 2% d'intentions de vote et peuvent compter sur le soutien de Noam Chomsky. Jean Stein, médecin, candidate verte à la présidence et Cheri Honkala, candidate à la vice-présidence, militante de longue date pour le droit au logement, ex sans-abri, font campagne à partir d'un programme inspiré du *New Deal* qui repose sur quatre piliers : une déclaration des droits économiques avec le plein emploi comme objectif ; une transition verte, une véritable réforme du système financier, une démocratie fonctionnant pour le bien être de 99 % d'Américains. D'évidence, *Cerises* et ses lecteurs ne peuvent être contre ce programme. Oui mais, avec une élection à un seul tour, faut-il voter Jean et Cheri ou Obama-Biden pour barrer la route à Romney ? L'éternel casse-tête de ceux qui nous ressemblent.



● Marie-Agnès Combesque

Voir : <http://www.jillstein.org>

## Τυροπιτάκια

**Κλείνουμε** (*Nous fermons*)

À vendre. Nous fermons. Nombre de petits commerçants et artisans ont fermé boutique ces deux dernières années. Même des magasins de textile tenus par des commerçants chinois sont aculés à la fermeture.

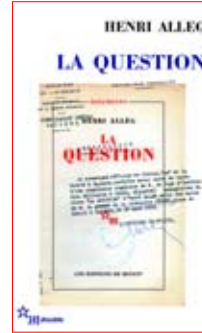
Georges a quitté le concessionnaire Mercedes qui l'employait pour ouvrir son propre garage indépendant. Bien lui en a pris car le concessionnaire a fermé. Mais l'équilibre est précaire : certes, les Grecs ont souvent renoncé à changer de voiture et préfèrent entretenir celle qu'ils possèdent ; mais ils ne l'entretiennent que l'été, lorsqu'ils en ont besoin pour partir quelques jours à la mer.

Georges et son associé ont licencié la secrétaire et l'aide-garagiste. Reste que les charges courent toute l'année. « *Je ne supporte pas l'image de Grecs fainéants et insouciantes que les journaux allemands font circuler* », dit Georges. En période de pointe, il travaille 7 jours sur 7 pour compenser les périodes creuses.



● Gilles Boitte

## La question algérienne



L'Algérie a fêté le 5 juillet dernier le cinquantième anniversaire de son indépendance. Ces dernières semaines, on a vu du coup, ici et là, revenir le débat sur l'estimation du nombre de morts de part et d'autre, serpent de mer qui a au moins le mérite de rappeler la disproportion radicale des dommages. L'inégalité totale, l'injustice absolue se retrouve d'ailleurs dans l'impossibilité du dénombrement des victimes algériennes, quand l'armée française était, elle, capable de tenir scrupuleusement la comptabilité macabre. Ainsi, l'injustice continue-t-elle au-delà même de la mort.

Comment la réalité crue de la guerre d'Algérie a-t-elle pu cheminer jusqu'à ce que personne (ou presque) ne puisse l'ignorer, même s'il existe encore des négationnistes et des défenseurs de la torture ?

Moins pour documenter en détail la réponse à cette question que pour ressentir la puissance du récit du vécu, lire ou relire *La question*, d'Henri Alleg, c'est comprendre l'importance du grain de sable qui grippe la machine à déni. En l'occurrence, ce ne sont pas les qualités littéraires qui comptent, ni les effets de style, mais le témoignage brut, sans fioriture. Les Editions de minuit y ont heureusement adjoint *La torture au cœur de la République*, article de Jean-Pierre Rioux dans *Le Monde*, qui rappelle le cheminement de la censure en même temps que l'impact d'un livre « *météorite* » pourtant « *minuscule* ».



● Gilles Alfonsi

- Henri Aleg, *La question*, Février 1958, Editions de Minuit, collection Double, 96 p. - 6,60 €

- Pendant la guerre d'Algérie, le journal *l'Humanité* a été saisi à 27 reprises et a fait l'objet de 150 poursuites, pour « *provocation de militaires à la désobéissance* », « *diffamation envers l'armée* », « *atteinte à la sécurité de l'État* »... Rosa Moussaoui, journaliste et Alain Ruscio, historien, publient l'intégralité des pages censurées du journal. *L'Humanité censurée*, Éd. Le Cherche-Midi, 290 p. - 18 €

**L'image de la semaine**



Dessin de Charb, réalisé à la Fête de l'Humanité.

Dans le (non-)débat en cours sur les caricatures de Mahomet et la liberté d'expression, qu'il soit permis d'exprimer ici que la lutte pour la liberté d'expression est pour nous indissociable de celle contre tous les racismes. Et que les partisans du choc des civilisations, d'où qu'ils soient, sont des adversaires de l'émancipation.

● **Les femmes seront à la manif du 30 septembre**, contre le traité européen, dit pacte budgétaire : *« Alors que les inégalités entre les femmes et les hommes sont plus que jamais inacceptables, il est urgent de créer un service public de crèches et des services d'aide à la dépendance, de renforcer les services sociaux et de santé en personnels et en moyens. Or ce Pacte, en rendant impossibles ces politiques et en pérennisant l'austérité, aggrave les inégalités entre les sexes. Nous refusons le Pacte budgétaire qui condamne l'avenir, sacrifie la démocratie et le bien-être des populations à la satisfaction des exigences des marchés financiers. Nous appelons à la construction des résistances et des alternatives à l'austérité en France et en Europe. Nous appelons*

*à y porter les alternatives féministes pour une autre Europe. »* Voir le texte intégral de l'appel sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Féminisme".

● **Il y a trente ans le massacre de Sabra et Chatila.** *« Du 16 au 18 septembre 1982, des phalangistes chrétiens libanais massacraient des centaines et des centaines de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, au sud de Beyrouth. Aucun des responsables n'a à ce jour été jugé. Trente ans après, beaucoup reste à dire sur la responsabilité d'Israël. »* Lire la suite de l'article de Dominique Vidal dans *Témoignage chrétien* sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Monde".

**Cerises**  
 publication de l'Association  
 des communistes unitaires.  
 - Noyau -  
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
 Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
 Pierre Zarka, Zarz.  
[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



**MEDIAPART**



**twitter**

